

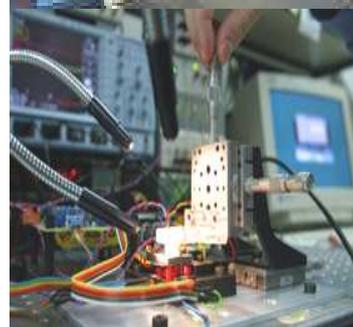
Journal du Comité Régional CGT de Franche-Comté 10 rue Flandres Dunkerque 1940 25000 BESANCON
ISSN 1951-4344X - Commission Paritaire de Presse n° 0708 S 06254 - Directeur de la publication : Jacques Bauquier
Parution trimestrielle - Imprimé par nos soins : 11, rue Battant 25000 BESANCON CCP 1 526 08 S Dijon

RENCONTRE RÉGIONALE AVEC LES SYNDICATS CGT

Sur le site industriel de Solvay
Salle du Comité d'Entreprise
45, rue Victor Hugo
39500 TAVAUX

le 29 octobre 2009
avec la participation de
Bernard Thibault

***La CGT se mobilise pour
une politique industrielle
et d'emploi durable en
Franche-Comté***



29 OCTOBRE EN FRANCHE-COMTE

L'URGENCE

⇒ **d'une politique de ré-industrialisation**

⇒ **du développement de l'emploi**

⇒ **de la sécurité sociale professionnelle**

INSCRIPTION A LA JOURNEE DU 29 OCTOBRE

Nom : Prénom :

Syndicat / Entreprise :

Organisation : Responsabilités :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Afin de faciliter le déplacement de tous les participants, le Comité Régional met à disposition des bus au départ de Montbéliard-Belfort, Besançon, Lure-Luxeuil-Vesoul, Ht-Jura et Lons le Saunier (l'heure et le lieu seront communiqués après inscription des participants intéressés)

Participation au transport en bus (5 €) :

oui non

Participation au repas du midi (5 €) :

oui non

A renvoyer impérativement pour le 16 octobre 2009 au plus tard à :

Comité Régional CGT de Franche-Comté

10 rue Flandres Dunkerque 1940 25000 BESANCON- Tél : 03 81 81 32 49 Fax : 03 81 81 39 86 –

Courriel : cgt-franche-comte@wanadoo.fr

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à remettre au délégué CGT de l'entreprise ou en renvoyer au Comité Régional CGT de Franche-Comté 10 rue Flandres Dunkerque 25000 BESANCON - cgt-franche-comte@wanadoo.fr

La Cgt se mobilise et passe à l'offensive

Emploi, salaires, enjeux industriels, retraites, au cœur des mobilisations et des revendications d'octobre

Contrairement à ceux qui annoncent la sortie de crise, la CGT pense que nous sommes au cœur de la crise, dès lors que l'on constate que les entreprises n'investissent toujours pas, que l'emploi et le pouvoir d'achat continuent de se dégrader et que celle-ci sert d'accélérateur à un mouvement initié depuis plusieurs années par les grands groupes dont les soutiens apportés par l'état ont plus accompagné que remis en cause ou stoppé leurs stratégies.

Urgence sociale en Franche-Comté

L'urgence d'arrêter l'hémorragie et de mettre en œuvre une stratégie de développement industriel durable et créatrice d'emploi devient vitale pour la Franche-Comté.

Avec une perte de 14000 emplois en un an, soit + 36,3 % contre 19,2 % au niveau national, la Franche-Comté, qui détient un record historique avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, de 9,7 % contre 9,1% en France, atteste que les plans de relance décidés par le gouvernement en faveur des banques et des entreprises ne sont ni à la hauteur des enjeux économiques attendus, ni à la mesure des conséquences sociales que subissent les salariés.

Ni fatalité, ni résignation

C'est à partir de l'ancrage revendicatif à l'entreprise que les différentes luttes gagnantes menées par les salariés, chez SONAS à Beaucourt (sous-traitance automobile), à DIEHL AUGÉ DECOUPAGE et AMTE à Besançon (Microtechnique), GRANDPERRET et MANZONI à St Claude, pour la défense de l'emploi et le maintien des sites industriels prouvent qu'il n'y a

pas de fatalité à cette situation et démontrent qu'il est possible de maintenir l'activité et l'emploi en Franche-Comté.

La CGT à l'offensive

Forts des mobilisations du 1^{er} semestre pour le maintien l'activité industrielle et des services publics et des luttes gagnantes pour la défense de l'emploi, les salaires et les conditions de travail, les salariés ont toutes les bonnes raisons de poursuivre et amplifier les luttes revendicatives professionnelles et interprofessionnelles pour exiger un changement profond dans la politique du gouvernement et du patronat. et s'engager tous ensemble :

Le 3 octobre : Consultation citoyenne contre la privatisation de la Poste.

Le 7 octobre : Journée interprofessionnelle unitaire pour le travail décent : Emploi – Salaires – Retraites – Conditions de Travail.

Le 16 octobre : Manifestation régionale unitaire des retraités pour exiger l'augmentation du pouvoir d'achat.

Le 17 octobre : Manifestation nationale à Paris pour le droit des femmes.

Le 22 octobre : Manifestation nationale à Paris pour l'avenir de l'industrie et de l'emploi en France

Pour gagner, renforcer la CGT

Ces rendez vous de luttes ne s'opposent pas. Ils sont autant d'atouts pour amplifier les mobilisations, porter les propositions alternatives avec les salariés, renforcer la CGT dans les professions, les entreprises, les territoires.

Le 29 octobre à Tavaux, la CGT se mobilise pour une politique industrielle et d'emploi durable en Franche-Comté, avec la participation de Bernard Thibault

C'est dans cette perspective et à partir de ces enjeux que le Comité Régional CGT organise le 29 octobre une rencontre régionale des syndicats afin de mettre en débat les propositions alternatives que porte la CGT qui se veut plus que jamais à l'offensive sur les revendications, la syndicalisation et les mobilisations.

Cinq priorités CGT pour une politique de reconquête industrielle en Franche-Comté

1. La Franche-Comté a besoin d'une véritable stratégie industrielle et de nouveaux lieux de négociation interprofessionnelle

Fort de ses filières d'activités automobile, microtechnique, plasturgie, agroalimentaire, bois, chimie, transport, énergie, l'avenir industriel de la Franche-Comté ne saurait se concevoir sans une impulsion politique forte et concertée entre l'état, la région, les collectivités locales et les partenaires sociaux.

La CGT propose :

1. Que cette politique de reconquête industrielle se construise sur des relations nouvelles entre les entreprises donneuses d'ordres et sous-traitantes, basées sur de véritable coopération et non plus sur la mise en concurrence et le dumping social.
2. L'instauration de véritables lieux de négociations professionnelles et interprofessionnelles, au sein des pôles de compétitivité, des filières et des bassins d'emploi pour débattre des choix stratégiques de filière, de la politique de l'emploi et des salaires, de la formation professionnelle et de l'aménagement du territoire dans le cadre du développement durable.

2. Créer des fonds régionaux pour l'emploi et accroître l'effort de recherche et d'innovation

La Franche-Comté est la dernière région de France au point de vue de la recherche et développement. Des récentes enquêtes montrent que le taux de cadres employés en Franche-Comté est moins élevé que la moyenne nationale, que seulement 17 % d'ingénieurs restent en Franche-Comté à la sortie de leurs études. En conséquences, très peu d'entreprises, PME, PMI, possèdent un service recherche et développement, et très peu d'ingénieurs occupent de fonctions permettant de développer cette activité en entreprise.

La CGT propose :

Une recherche de synergies entre les 3 pôles de compétitivité (Véhicule du Futur, Microtechniques, Plasturgie) étroitement liés par des fabrications à développer et à créer où la collaboration entre le monde de la recherche, l'industrie et la formation, s'avère indispensable pour redonner cohérence aux filières à partir de la maîtrise de « nœuds technologiques » et production de produits finis. De créer des « fonds régionaux pour l'emploi » afin de dégager au plus près du terrain les financements indispensables au lancement d'activités innovantes.

3. Mise en place d'une sécurité sociale professionnelle

Relever le défi des mutations économiques. Il s'agit de savoir comment va-t-on passer des activités et des emplois industriels d'aujourd'hui, partout menacés, aux activités et emplois industriels de demain, plus qualifiés, et plus pérennes

La CGT propose :

1. De mettre en place notre système de sécurité sociale professionnelle dans les filières d'activités directement concernées par des baisses de commandes ou en phase de restructurations. La finalité étant de maintenir tous les salariés (CDI, précaires) dans leur emploi avec leur contrat de travail et leur rémunération par un dispositif de sécurisation des parcours professionnels qui peut prendre appui sur le passeport professionnel et le protocole interprofessionnel expérimental, chômage partiel / formation professionnelle, élaboré en Franche-Comté et signé par l'état, la région et toutes les organisations patronales et syndicales.

4. Démocratie sociale et droits d'interventions nouveaux pour les salariés dans la gestion des entreprises

Alors que le gouvernement reconnaît lui-même que l'économie française pourrait perdre 600 000 emplois en 2009, l'urgence des revendications posées par la CGT est plus que jamais d'actualité :

La CGT propose :

1. Mise en place d'un droit suspensif des CE sur les plans de suppressions d'emplois, pour permettre aux salariés de présenter des solutions alternatives :
2. Des droits nouveaux d'interventions et de contrôles pour les salariés et leurs représentants élus sur des aides publiques versées aux entreprises et leurs utilisations.
3. La mise en place de comités interentreprises dans les filières d'activités ou branches professionnelles, composés de PME – TPE pour que leurs salariés puissent bénéficier des mêmes droits d'information et de consultation sur les choix de gestion de leurs entreprises.

5. Priorité à l'augmentation des salaires et à la reconnaissance des qualifications

Pour sortir de la crise :

La CGT exige de mettre fin à l'austérité salariale. La consommation des ménages est le moteur de la croissance et de la relance économique.

La CGT propose, une conception moderne de l'industrie s'appuyant sur la reconnaissance des qualifications et sur une réelle revalorisation du travail facteurs de développement des capacités humaines et d'efficacité productives.

Pour la CGT, la hausse du SMIC à 1600 € bruts est plus que jamais légitime et doit conduire à la revalorisation de l'ensemble des salaires, des retraites, des minimas sociaux, des revenus des privés d'emplois.